



**TITRE:** POUR UNE DÉCONSTRUCTION DES IDÉOLOGIES LINGUISTIQUES EN TUNISIE POST-RÉVOLUTION :  
« HIER, L'IDÉOLOGIE DES COLONS, AUJOURD'HUI, L'IDÉOLOGIE DES COUILLONS »

**AUTEUR:** FOUED LAROSSI, UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE

**REVUE:** *CIRCULA*, NUMÉROS 13-14 : *LANGUES ET IDÉOLOGIES AU MAGHREB*

**DIRECTEUR:** FOUED LAROSSI, UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE

**ÉDITEUR:** LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SHEBROOKE

**ANNÉE:** 2021

**PAGES:** 219 - 241

**ISSN:** 2369-6761

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/19269](http://hdl.handle.net/11143/19269)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/19269](https://doi.org/10.17118/11143/19269)

# Pour une déconstruction des idéologies linguistiques en Tunisie post-révolution : « Hier, l'idéologie des colons, aujourd'hui, l'idéologie des couillons »

Foued Laroussi, Université de Rouen Normandie

Foued.laroussi@univ-rouen.fr

## 1. Introduction

Coupler « langue » et « identité » n'est jamais un exercice simple, mais périlleux tant le risque de dérapage et de déviance est grand : les mots qu'on utilise pour nous identifier ou pour identifier les autres, différents de nous, peuvent être porteurs d'excès. Ces mots sont le lieu de conflits linguistiques sans cesse définis, redéfinis et réinterprétés, et à ce titre, ils sont idéologiquement investis. Comment interpréter les discours politiques des Tunisiens depuis le changement politique qui a eu lieu en 2011 ? Quels sens leur assigner ? Dans quelles perspectives sociolinguistiques les conçoit-on ? Les réponses à ces questions complexes sont loin d'être évidentes, ce qui rend la tâche plus ardue, mais, les enjeux étant de taille, cela en vaut la peine.

Je conçois le terme « idéologie » au sens de Weber, c'est-à-dire un « système d'idées lié sociologiquement à un groupement économique, politique, ethnique ou autre, exprimant sans réciprocité les intérêts plus ou moins conscients de ce groupe, sous la forme d'anhistorisme, de résistance au changement ou de dissociation des totalités. » (Weber, 1965, cité par Gabel [s.d.] : 7)

## 2. Le plurilinguisme tunisien, une réalité linguistique suspecte : une nécessaire mise au point

Il n'est pas facile de traiter du plurilinguisme en Tunisie sans difficulté de nommer les faits, de déconstruire les idéologies linguistiques et d'analyser les stratégies discursives, de dépassionner les débats dans un espace culturel et langagier, caractérisé par le double discours, le non-dit, les guillemets et les ratures.

Avant de poursuivre ce débat, je m'autorise un bref rappel théorique juste pour préciser dans quel cadre théorique je conçois le plurilinguisme et pour quelle fin. La littérature linguistique sur le plurilinguisme est bien sûr abondante : Chaudenson (1991), Truchot (1994), Laroussi (1997), Laroussi et Liénard (2011), Simonin et Wharton (2013), pour ne citer que ces références.

Truchot (1994) fait la distinction entre plurilinguisme et multilinguisme, recommandant d'utiliser le premier pour décrire des situations de coexistence de langues et de pluralité de communautés linguistiques dans un espace donné, et de réserver le second pour désigner le maniement multiple de différentes langues par un même individu.

Je conçois, pour ma part, le plurilinguisme au sens de Marcellesi (1993 : 125) qui propose le concept de « plurilectalisme ». Ce dernier permet de neutraliser les oppositions classiques de type langue *versus* dialecte, parler ou patois.

Tributaires des traditions européennes et tout particulièrement françaises, les recherches sur le plurilinguisme non seulement en Tunisie, mais au Maghreb, de manière générale, ont exclu de leurs préoccupations les aspects sociaux et collectifs du plurilinguisme. Les études sur le bilinguisme, franco-arabe surtout, n'ont concerné que les aspects psycholinguistiques de la manière dont l'acquisition des deux langues se faisait chez l'enfant. Elles concernaient souvent des cas isolés, la finalité étant la recherche de solutions permettant la maîtrise optimale des deux langues en question.

La réticence à s'occuper du plurilinguisme social et sociétal au Maghreb est indiscutable. On peut gloser sur les raisons, mais on ne peut pas négliger le fait qu'au XIX<sup>e</sup> siècle notamment, ces questions en rapport avec les luttes d'émancipation nationale des minorités d'Europe centrale, étaient éminemment politiques et qu'il pouvait paraître téméraire de s'avancer sur de pareils terrains glissants. Deux conceptions de la nation s'opposaient alors : d'une part, la tradition allemande puisant ses références notamment chez des philosophes tels Herder, Humboldt ou Fichte, lesquels ont fait de la langue le fondement de la culture, du peuple et de l'État. D'autre part, la tradition française privilégiait l'acceptation d'objectifs idéologiques et de modes de vie. Elle s'appuyait surtout sur la notion de contrat social, chère à Rousseau, ce qui implique que toute organisation sociale dite « juste » repose sur un pacte qui garantisse l'égalité et la liberté à tous les citoyens sans distinction aucune.

Bien que ces deux conceptions de la nation puisent leurs références idéologiques et philosophiques dans deux traditions différentes, dans la réalité, elles aboutissaient au même résultat, à savoir l'occultation et la stigmatisation du plurilinguisme.

Par le biais de la colonisation française, les pays du Maghreb ont donc hérité de cette pensée européenne. En effet, dans l'équation simpliste et réductrice « une langue = un peuple = un État », on pourrait s'interroger sur le sort réservé aux groupes bilingues amazighophones pratiquant des langues différentes de la langue dominante, imposée par une politique linguistique officielle, fondée sur le principe de la minoration linguistique.

Sans doute le rapprochement de la situation linguistique des amazighophones avec celle des Juifs d'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle est-il osé. Il n'empêche que dans les deux cas, ces groupes dont les pratiques linguistiques ne cadrent pas avec les politiques officielles, constituent par leur existence même une source de doute, voire un danger que les États uniformisateurs et unificateurs se doivent de régler. Le premier tort des Juifs de langue yiddish face au pangermanisme était de parler une variété germanique avec des emprunts à l'hébreu et de l'écrire en caractères hébreux. La politique française, jacobine et homogénéisante, avait, elle aussi, besoin d'ignorer l'existence de communautés plurilingues minoritaires susceptibles, dans le cadre étatique, de troubler l'uniformité que l'on pensait indispensable à l'égalité des citoyens.

C'est donc cette conception de l'État-nation qui a été importée au Maghreb par le biais de la colonisation française. Les rapports entre langue et identité ont été pensés et se pensent encore souvent en Tunisie avec le même arrière-plan idéologique. Bien sûr en raison du nombre des amazighophones, le problème ne se pose pas avec la même acuité en Tunisie qu'en Algérie ou au Maroc. Mais, les concepteurs d'une politique d'arabisation exclusive visent aussi le tunisien et le français. Faut-il rappeler aux tenants du tout arabe que le plurilinguisme est une source d'enrichissement et non d'appauvrissement et, contrairement aux idées reçues, qu'il n'est jamais l'exception ?

Dire que la Tunisie est plurilingue et pluriculturelle depuis l'Antiquité pourrait signifier enfoncer une porte ouverte, puisque, rétorque-t-on, cela relève de l'évidence. Le rappeler surtout dans une Tunisie post-révolution où le débat identitaire tend vers le repli et le recroquevillement, c'est insister délibérément sur l'idée selon laquelle la diversité linguistique doit être perçue comme une richesse et non comme un handicap. Personne ne nie ou ne passe sous silence les apports arabo-islamiques constitutifs de l'identité tunisienne. Cependant, il faut signaler que, depuis l'époque phénicienne, la Tunisie a été un lieu de rencontre de civilisations multiples : différents peuples s'y sont succédé, chacun y a introduit sa langue et sa culture même si de nombreuses langues n'y sont plus parlées aujourd'hui. Et ce sont ces apports multiples qui constituent son originalité et sa diversité.

L'idéologie dominante, adepte des thèses du tout arabe, tente, dans un souci d'homogénéisation, de dénigrer la composante occidentale, francophone en particulier, en voulant la présenter comme une forme d'aliénation culturelle et linguistique vis-à-vis de la France, ancienne puissance coloniale. Faut-il le rappeler, la Tunisie de Bourguiba a su positiver ses apports étrangers, y compris les plus lointains ou profanes. Contrairement à ce qui est couramment admis, ce ne sont pas uniquement des intérêts économiques ou touristiques qui ont incité les décideurs tunisiens au lendemain de l'indépendance du pays à valoriser à la fois les apports berbères, carthaginois, romains, arabo-islamiques ou français, mais surtout une lecture plus ouverte et plus tolérante de l'histoire. Depuis 2011, c'est cet héritage bourguibien qu'on essaie de dénigrer au nom de l'authenticité et du retour aux sources alors que la Tunisie n'a jamais connu une crise aussi cruciale dans tous les domaines que depuis le changement politique survenu en janvier 2011.

Afin de mieux comprendre le tournant idéologique et le revirement identitaire qui ont accompagné la révolution de 2011, il n'est pas sans intérêt de rappeler brièvement le choix de Bourguiba en matière de politique linguistique au lendemain de l'indépendance. Dès 1956, suivant les directives de Bourguiba, les dirigeants tunisiens ont justifié le choix du bilinguisme français-arabe par la nécessité, pour le pays, de se doter d'un outil lui permettant d'acquérir le savoir moderne et de rattraper son retard économique.

User du français ne porte pas atteinte à notre souveraineté ou à notre fidélité à la langue arabe, mais nous ménage une large ouverture sur le monde moderne. Si nous avons choisi le français comme langue véhiculaire, c'est pour mieux nous intégrer dans le courant de la civilisation moderne et rattraper plus vite notre retard ; ce qui était déjà le vœu de la première génération des patriotes tunisiens. » (Discours de Bourguiba, le 10 octobre 1968, à Montréal)<sup>1</sup>

Pour Bourguiba, le français était synonyme de modernité, d'ouverture et de progrès technologique, ce qui avait justifié son choix du bilinguisme. Pendant les trois décennies qu'il a passées au pouvoir, il a œuvré pour cet objectif. C'est ainsi que le français a joué un rôle considérable dans les secteurs de la vie publique tunisienne. Il y sera avec l'arabe la langue de l'enseignement public, en particulier des matières scientifiques malgré les réformes et les politiques d'arabisation qui se sont succédé. Le français restera aussi la langue des transactions avec l'Europe et l'Afrique francophone.

Pour le père de la nation tunisienne, le français ne représentait pas un simple instrument, voire un outil technique, mais véhiculait une culture et des valeurs qui enrichissent la culture arabo-musulmane et lui apportent une complémentarité insoupçonnée. Pour Bourguiba, il ne s'agissait pas d'un bilinguisme, mais d'un biculturalisme :

Et c'est trop peu, finalement, quand on parle de la Tunisie, que de souligner son bilinguisme. Il s'agit bien plutôt d'un biculturalisme. La Tunisie ne renie rien de son passé dont la langue arabe est l'expression. Mais elle sait aussi bien que c'est grâce à la maîtrise d'une langue comme le français qu'elle participe pleinement à la culture et à la vie du monde moderne. (Discours de Bourguiba, le 10 octobre 1968, à Montréal)

Ce choix ne suscite l'adhésion de tout le monde. Pire, il a soulevé des polémiques et divisé les intéressés en partisans et détracteurs du bilinguisme franco-arabe, remis en cause surtout par les islamistes qui le considèrent comme moins utile au développement du pays. Ces derniers souhaitent remplacer le français par l'anglais parce que, disent-ils, l'anglais est la meilleure langue pour l'ouverture à l'international. Sans avoir complètement tort, les tenants de ce discours oublient que le français est historiquement ancré dans la société tunisienne, qu'il bénéficie d'une certaine proximité avec le tunisien grâce notamment aux emprunts faits au français. Et même sur un plan strictement économique, le remplacement du français par l'anglais représente un coût important que la Tunisie ne peut supporter ni à court terme ni à long terme.

---

1. Journal *L'Action*, 11 octobre 1968.

### 3. La révolution de 2011 et le bilinguisme franco-arabe

Depuis la révolution de 2011, ceux qui prennent pour cible le bilinguisme franco-arabe le présentent comme une forme de dépendance culturelle et linguistique. Pour cela, ils réclament « la liquidation des séquelles du colonialisme ». Je reviendrai ultérieurement sur la référence au contexte historique et des liens entre bilinguisme et colonialisme.

Précisons d'abord ceci : lorsque les Tunisiens sont descendus dans la rue pendant la période allant du 17 janvier 2010 au 14 janvier 2011, réclamant le départ de Ben Ali et la fin de la dictature, les slogans qu'ils avaient scandés n'étaient absolument pas identitaires. Le slogan « Dégage ! », devenu l'emblème de cette révolution, n'était pas motivé par des revendications identitaires, mais par des appels incessants pour plus de justice sociale, de démocratie, de liberté, d'équilibre entre les régions. Les manifestants n'ont guère réclamé une identité confisquée ou aliénée ni une religion bafouée.

Pourquoi donc la révolution s'est-elle trouvée confisquée, notamment par ceux qui ne l'avaient pas faite ? Pourquoi lui a-t-on donné un contenu identitaire qu'elle n'avait pas initialement ? Quelles sont les raisons qui expliquent que les débats de la campagne électorale de l'ANC (Assemblée Nationale Constituante) ainsi que ceux qui ont accompagné la rédaction de la Constitution de 2014 se sont transformés presque exclusivement en débats idéologiques sur l'identité tunisienne ?

La rédaction de la Constitution de 2014 par les députés de l'ANC, élus en 2011, a pris trois ans. Pendant cette période, les débats au sein de cette institution ont été houleux, controversés, voire stériles, car de l'avis d'éminents constitutionnalistes, la plupart des députés de l'ANC n'avaient ni le niveau intellectuel ni la compétence scientifique pour être à la place où ils étaient. Et la situation de l'Assemblée nationale ne s'est guère améliorée depuis. Le parlement actuel, devenu objet de risée de tous les Tunisiens, ressemble plus à un souk, voire à un ring de boxe, qu'à une chambre de députés de la nation.

Très rapidement, une divergence autour de la définition de l'identité collective, l'identité de la nation, est apparue. Deux idéologies s'opposaient au sein de l'ANC : la première, fondée sur les liens entre langue et religion, situe la Tunisie dans la sphère arabo-islamique et la situe dans un espace géopolitique plus large, celui de la *oumma*. Ce sont entre autres les partis politiques *Ennahdha* et *Al-Aridha al-chaabia*<sup>2</sup> (La Pétition populaire) qui représentaient ce courant idéologique. La seconde, s'inscrivant dans la continuité du courant néo-destourien<sup>3</sup> dont Habib Bourguiba était le chef de file, considérait la Tunisie certes comme arabo-musulmane, mais aussi comme berbère, punique, carthaginoise, méditerranéenne. Autrement dit, elle ne nie rien de ses apports culturels et linguistiques multiples. Bourguiba est donc considéré par les premiers comme un despote qui a concentré tous

---

2. Ce parti populiste de M. Hechmi Hamdi est arrivé en 3<sup>e</sup> position au scrutin pour élire les députés de l'ANC.

3. Le *Néo-Destour* est un parti politique créé par Bourguiba en 1934 qui s'est construit sur les ruines du vieux Destour.

les pouvoirs et mis fin à l'enseignement religieux en fermant l'université de la Zitouna, mais par les seconds, comme le père de la Tunisie moderne, le libérateur de la femme et l'artisan du progrès.

Que l'on soit pour ou contre l'œuvre de Bourguiba, pour les concepteurs de la tunisianité, la langue et la religion ne suffisent pas à définir l'identité tunisienne. Principalement ancrée dans les traditions et les acquis modernistes, celle-ci laisse une place à la reconnaissance des minorités ethniques et religieuses, amazighes et juives notamment. Au sein de l'ANC, cette position est tenue par des partis de gauche tels que le *Front populaire*, *Al-Massar*, *Ettakatol*, pour ne citer que ceux-ci.

Ce qui est plus surprenant, c'est que le débat identitaire s'est cristallisé autour de questions considérées jusqu'alors comme tranchées en Tunisie, à savoir l'affirmation du caractère civil de l'État (art. 8.5), la place de la religion dans la sphère politique, la place du politique dans la religion (art. 1 et 1.4), les droits de la femme (art. 1.7).

La double référence du préambule de la Constitution de 2014, issue des travaux de l'ANC, à la fois aux valeurs humanistes et à la grande nation arabe, à la *oumma*, traduit cette divergence autour de l'identité. La conception, héritée de la tradition bourguibienne, construite dans la lutte pour l'indépendance et prenant sens dans l'idée même de tunisianité, qui semblait jusque-là faire consensus à la fois chez les partisans de l'ancien régime et chez l'opposition de gauche, s'est trouvée soudain mise en cause par les partis majoritaires au sein de l'Assemblée. À partir de là, la nouvelle Constitution allait refléter ces divergences.

Pour cela, un essai de déconstruction de l'idéologie sous-jacente est, me semble-t-il, nécessaire. Cela passe, à mon sens, par une mise au point théorique.

#### **4. Pour une déconstruction des idéologies linguistiques en Tunisie**

Dans un texte antérieur (Laroussi, 1997), j'avais proposé d'analyser les rapports entre langue et identité au Maghreb en termes d'« identification » et non d'« identité », le concept d'identité ne me semblait pas univoque. Mon approche est interactionniste et met l'accent sur la dialectique du même et de l'autre ou de l'un et du multiple. Autrement dit, dès le début de notre vie, le regard de l'autre nous renvoie une image, une personnalité, un modèle culturel, des rôles sociaux... que certes nous pouvons accepter ou rejeter, mais par rapport auxquels nous sommes contraints de nous déterminer. Au sein des réseaux familiaux et sociaux, se construisent et se reconstruisent les traits qui définissent la personne et par lesquels elle se définit face aux autres, et est reconnue par eux. Par « interaction », j'entends non seulement les relations interpersonnelles, mais de manière générale, l'interaction entre la personne et le monde qui l'entoure, c'est-à-dire personnes, groupes et structures sociales.

L'identité ne se présente point comme une entité figée, mais comme un processus de référenciation dynamique, évolutif et suivant des critères complexes et largement en fonction des situations d'interaction. Concevoir l'identité en termes d'identification, c'est, à mon sens, insister sur le processus et la flexibilité des processus identitaires. La plupart des stéréotypes identitaires sont construits culturellement par les médias, les récits historiques, les discours politiques, les idéologies... Ces stéréotypes identitaires favorisent l'auto-identification et jouent un rôle considérable dans l'élaboration des idées toutes faites et des modèles culturels auxquels on s'identifie.

Déconstruire les idéologies linguistiques en Tunisie, c'est mettre à nu les pseudoarguments selon lesquels l'homogénéité linguistique et l'uniformisation culturelle sont synonymes de cohésion nationale et de paix sociale. Nombre de pays dans le monde, Suisse, Canada, Espagne, Belgique, pour ne citer ceux-ci, n'ont pas construit leurs politiques linguistiques sur le modèle jacobin fondé sur l'unilinguisme linguistique, mais sur le plurilinguisme et la diversité linguistique. Par exemple, un Suisse germanophone n'est pas moins ou plus suisse qu'un Suisse francophone ou italophone.

Je signalais *supra* que la conception monolithique de l'identité tunisienne avait présidé aux débats au sein de l'ANC. Des discours idéologiques virulents stigmatisant des Tunisiens francophones, qu'on pensait révolus, sont revenus avec acuité et agressivité sur la scène politique depuis la révolution de 2011.

Je prends un exemple : deux extraits d'une déclaration faite par M. Tahar Hmila, député de l'ANC, président du groupe parlementaire du CPR (Congrès Pour la République), à l'ANC, et conseiller politique de l'ancien Président tunisien, Moncef Marzouki, publiée par *Babnet.net*, le 15 décembre 2011.

Pour bien contextualiser le débat, j'ai fait une capture d'écran de la déclaration en question ainsi que des réactions qu'elle a suscitées sur le même site. Qu'ils approuvent ou non la déclaration du député de l'ANC, les internautes s'expriment de manière anonyme, sous des pseudonymes.

Premier extrait :

الحتالة الفرنكوفونية هي التي أوصلت البلاد إلى هذا التغيير الجذري بسياساتها الخرقاء العوراء و تبعيتها للغرب  
وانبطاحها لطلباته و هواه ( و الحمد لله), أم تراك صدقت خرافة الإستقلال من فرنسا يوم 20 مارس بشروط أولها:  
تتعهد الجمهورية الجديدة بعدم استعمال الحديد لكل أنواع الصناعات إلا بموافقة فرنسا... و تنتهي بتعهد تونس عدم  
استيراد الأسلحة القتالية(طائرات و دبابات و بوارج) إلا بموافقة فرنسا

Traduction : C'est la racaille francophone qui a mené le pays à ce changement radical avec sa politique déviante et son aliénation sur l'Occident. Elle se couche devant ses exigences et envies (Et Dieu merci.)...

Cette déclaration a suscité nombre de réactions parmi les internautes sur le site Babnet.net. J'en présente ci-après quelques exemples. Lorsque l'extrait est en arabe, je mets systématiquement la traduction en français à la suite.



Norchane (Tunisia) | Lundi 16 Juillet 2012 à 13h 04m |

Historique de Norchane

إذا ثمة حاجة نفتخر بها تونس اليوم وتتميزذ بها على العرب فذلك بفضل الفرنكفيون سنرى الحثالة الوهابية المستعربة  
أش باش اتقدم بيخلاف النقاب وعورة المرا والفتويس المتخلفة وحس عووروبا

S'il y a une chose dont la Tunisie est aujourd'hui fière et qui la fait se distinguer des pays arabes, ce sont les francophones. Nous allons voir ce que la racaille wahhabite et arabisée va proposer au pays hormis le niqab, la nudité de la femme, l'ignorance...

Fidele (Canada) | Vendredi 13 Juillet 2012 à 23h 30m |

Historique de fidele

الحثالة الفرنكوفونية هي لي تداوي فيك في المستشفيات و توصفك الدواء في الصيدليات..هاته الحثالة التي تلتقت  
تكوينها بالفرنسية و صارت فرنكوفونية هي نخبة لبلاد من مهندسين و رجال اقتصاد و اساتذة جامعيين و باحثين و  
اطارات عليا يا جبري يا عديم المستوى

La racaille francophone est celle qui te soigne dans les hôpitaux et te prescrit les ordonnances médicales. Cette racaille qui s'est formée en français et est devenue francophone forme l'élite du pays : ingénieurs, économistes, professeurs des universités, chercheurs et hauts fonctionnaires, espèce de balourd et d'inculte.

Bouda (Tunisia) | Vendredi 13 Juillet 2012 à 22h 37m | Par 

Historique de Bouda

Quand on est mal éduqué, c'est pour toute la vie. Il insulte tous les tunisiens et ses élites, je ne pense pas que ça mérite plus de commentaire. les points forts de notre pays: matière grise + ouverture sur les autres.

Myraa (Tunisia) | Vendredi 13 Juillet 2012 à 19h 45m |

Historique de myraa

الحثالة الفرنكوفونية هي من حررت البلاد من الاستعمار  
و أرسى مبادئ الدولة الحديثة و عممت التعليم و الصحة و حررت المرأة من التخلف و التسلط مقابل ذلك نجد  
انجازات الحثالة المستعربة المتمثلة في إدخال ثقافة الحجاب و النقاب و اللحي المغوفة إلى تونس و وإباحة الزواج  
العرفي و تحقير المرأة و المساهمة في إنتشار الارهاب و تصديره إلى الدول الشقيقة و تشجيع تجارة الأسلحة  
فمن الذي يمثل قوى الردة يا فهميم؟

La racaille francophone est celle qui a libéré le pays du joug du colonialisme et a instauré les fondements d'un pays moderne, a généralisé l'enseignement et la santé pour tous et a libéré la femme de l'ignorance et l'injustice. En contrepartie, quels sont les exploits de la racaille arabisée ? Elle a introduit en Tunisie la culture du voile, du niqab, les barbes touffues, autorisé le mariage coutumier, humilié la femme, encouragé le terrorisme et son exportation vers les pays amis et a encouragé le commerce des armes. Qui représente les forces de l'apostasie, toi, qui comprends tout.

و إنت يا عم الطاهر إلى أي نوع من الحثالة تنتمي؟؟؟ على خاطر احنا في تونس ما بعد الثورة مقسمين على إثنين:  
حثالة فرنكفونية و حثالة قطرية و هابية.

الشيء الأكيد انهم جماعة المؤتمر و التكتل من كثرة حبهم للكراسي و طمعهم في المناسبات فاتو كل حدود التلحيس و  
اصبحوا نهضاوين أكثر من من النهضاوين الأصليين.

Et toi, oncle Tahar, à quelle racaille tu appartiens ??? car en Tunisie post-révolution, nous sommes divisés en deux clans : la racaille francophone et la racaille qatarie et wahabite.

Ce qui est sûr, c'est que les gens des partis politiques, le Congrès Pour la République et Ettakatol<sup>4</sup>, à force d'être soit du pouvoir (litt., aimer les chaises) et avides d'occuper des postes, ils ont dépassé toutes les limites et devenus plus nahdhaouis que les gens d'Ennahdha eux-mêmes.

Deuxième extrait :

"الفرنكفونيين هم أناس تلوثت أفكارهم ونفسياتهم وثقافتهم باللون الفرنكفوني المادي وأنا أجل وأحترم كل  
من ينتمي الى الثقافة الفرنسية في دائرة مبادئ وأفكار الثورة الفرنسية وفي دائرة Victor Hugo و Voltaire  
و Montesquieu وكل الشرفاء.

Les francophones sont des gens dont les idées, esprits et culture sont pollués par la pensée matérialiste francophone. Moi, je respecte tous ceux qui se revendiquent de la culture française, fondée sur les préceptes et idées de la Révolution française et sur la pensée de Victor Hugo, Voltaire, Montesquieu et tous les gens honnêtes<sup>5</sup>.

Am thoura lit bien se qui passe par l'esprit des gens et il vise bien ceux qui n'ont pour seul principe le matérialisme

il pense à élever la jeunesse d'aujourd'hui sur les principes fondamentaux de l'islam

Alerter 

برافو عم الطاهر لقد فضحتهم بالفدا ، نعم هؤلاء هم حثالة الحثالات ، منبئين ، متخنئين ، نرجو أن يترباؤ ويعود لهم الرشد والعقل مش قاعدين  
يتبعوا بعضهم ويزيدوا فيه ، ربي يهدي ويحل العينين ويصلح الراي إن بقي منه شيء عندهم

Alerter 

Ratina: 0

4. Les trois partis politiques qui ont remporté les élections pour élire les députés de l'ANC sont Ennahdha, le CPR et Ettakatol. Ils ont formé une coalition, la troïka, qui a formé le premier gouvernement pro-révolution. Ce sont aussi ces trois partis majoritaires au sein de l'ANC qui avaient pour charge de rédiger la Constitution de 2014.

5. Toutes les traductions des segments en arabe ont été réalisées par mes soins.

(3roubi) : Bravo oncle Tahar, tu les as bien démasqués. Oui. Ceux-là sont la racaille de la racaille, ils sont déracinés et travestis. Nous souhaitons qu'ils s'en saisissent et que la raison et la sagesse leur reviennent (...) Que Dieu les guide, leur ouvre les yeux et les ramène à la raison, s'ils en ont encore quelque chose de ce genre.

**Jalel** (France) | Jeudi 15 Decembre 2011 à 08h 44m | Historique de Jalel  
Cerains commentaires et commentateurs ne méritent même pas une insulte... on comprend pourquoi ben ali a sévi dans le pays 23 ans! il avait en face de lui tous ces imbéciles et incultes qui n'ouvrent leurs leurs bouches que pour proférer des insultes à l'égard de leurs compatriotes. vous êtes la honte de la tunisie!

**Ex-cpriste** (Germany) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 21h 56m | Historique de Ex-cpriste  
"تونس للتونسيين و من يحب الفرنسيين قليتحق بهم في فرنسا (إذا قبلوه)"  
أنا أحب التونسيين و الألمان  
و حبا في الله أحب كل ما خلق  
من عرب أوربيون امريكان و صينييين  
و مسلمون و مسيح و يهود  
و من أحب المنهج البورقيبي و اعترف بحسناته و سلبياته  
و من أحب الاعتدال و لذلك أمن بأهمية الوجود السياسي لانهضة  
لكن لما أنعت بالحنالة  
لاني بورقيبي  
أو لان امراتي تلبس البكيني  
من مستشار رايس  
فلأ أبخل عن الالتحاق إلى أي مكان آخر

(Ex-cpriste) : La Tunisie est pour les Tunisiens, et celui qui aime les Français, qu'il les rejoigne en France (s'ils l'acceptent).

Moi, j'aime les Tunisiens et les Allemands, et par amour de Dieu, j'aime toutes ses créatures :

Arabes, Européens, Américains, Chinois, musulmans, chrétiens et juifs.

J'aime la doctrine bourguibienne et reconnais ses bienfaits et ses méfaits.

J'aime la modération, et c'est pour cela que je suis pour l'existence politique du parti Ennahdha.

Cependant, lorsque je suis taxé de racaille, par le Conseiller du président, parce que je suis bourgeois ou parce que ma femme porte un bikini, je n'hésite pas à fuir n'importe où ailleurs.

**Elchinois** (Tunisia) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 19h 59m | Historique de elchinois

Attention ce monsieur est "conseiller politique" du président. la politique il l'a apprise au sein du -rcd-.il parle des grands de la littérature française;je parie qu'à part quelques fables de la fontaine il n'y connaît rien.

il a raison,hier l'idéologie des colons, aujourd'hui c'est l'idéologie des couillons. les francophones: 1) ils sont plus cultivés et plus éduqués que vous ne le pensez. 2) ils ne vous en veulent pas parceque "alzheimer" commence à frapper.

**Zinedddine** (Tunisia) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 18h 58m | Historique de zinedddine

De quoi parle cet ignorant? de sartre? je rêve! ce guignol a atteint le abysses de l'ignorance et de la médiocrité!voltaire et v.hugo doivent se retourner dans leur tombe! il n'y a qu'une seule réponse à opposer à ce minus abens : heureusement que le ridicule ne tue pas!

**Pfff** (France) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 16h 54m | par  Historique de pfff

Un vieux populiste a deux balles pour ne pas dire un.vieux con....la.francophonie t'em\*\*\*\*\*...les.lumières les.droite de l'homme la liberté de l'esprit et de l'ame ...il ne faut pas confondre colonialisme et francophonie voire la ""la francophobie ""...l'apport français a l'humanité est considérable et rien n'empêche d'etre nationaliste tunisien et se référer a ce qu'il y a de noble et sage dans la culture française !!! Mais bon c'est dans l'air du temps de s'attaquer a l'occident et s'auto enfermer dans un discours religieux et populiste ....malheureusement on mélange tout ..Hugo descartes montesquieu flaubert zola manet monet Rousseau voltaire sartre camus proust ...sont devenus pour certains ignorants des ennemis !!! Drôle d'epoque et drôle de mentalité

**Zimigre 71 ans** (France) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 15h 52m | Historique de zimigre 71 ans

Il était ou si tahar au temps de zaba!!!!et maintenant

il fait parti des gents (errakibin a la ethowara)

il donne aussi des leçons.

mais ethowara pas fini 😊la roue tourne pour tout le monde.😞😞😞

Alerter 

**Oussema** (Canada) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 15h 49m | Historique de ousema

Bravo am taher. la majorité des tunisiens croit en tes propos..  
bonne continuation..

**Mohamed nacer** (France) | Mercredi 14 Decembre 2011 à 15h 43m | Historique de mohamed nacer

Il faut mieux qui reste a la mosquée qui laisse la place aux jeunes.

يا قصي أنا فعلا فرنسي تونسي و مثلي نصف مليون تقريبا، ثمة من اختار ان ينحاز كليا لاحدى الجنسيين أو الهويتين، هو حر ، أنا أفخر بكلاهما و باستقلال تونس و عدم تبعيتها حتى لفرنسا، و اتمنى ان لا تصير تابعة لقطر أو السعودية كذلك ، و الفكر الفاشي الذي أعنيه هو فكر عمك الطاهر الذي يهين جزءا من بني وطنه و يشكك في انتمائهم و تونسيتهم و يحدد ماذا نقرأ و ماذا نقول كي نعيش في تونس و إلا فالطرد ينتظرنا ، لو كانت فعلا دولة حق و قانون فعلى المرزوقي اقالته من مصبه كمستشار إن لم يعتذر علانية.... لكن القادم أسوأ ، و دائما الفاشيات تستغل العواطف و الهوية و خطاب كراهية الاخر و تشويهه ، لانتاج استبداد يحفظ نقاءا مزعوما ، ما يقوله هذا الرجل قاله قبله هتلر و الخميني و لعلك تعرف النتيجة ، سيتحول النصف مليون تونسي فرنسي لمليونين أو ثلاثة ملايين مهاجر تونسي من جحيم الاستبداد الديني و اللغوي و الثقافي بل من استبداد عامة الشعب الذي تخونج و صار كل جاهل يأمر و ينهى بتوكيل و وحي من ربه فجأة🙄

Imed

Effectivement, je suis franco-tunisien et comme moi, ils sont à peu près un demi-million. Il y en a ceux qui ont opté définitivement pour l'une des deux nationalités ou identités, ils sont libres. Moi, je suis fier des deux et de l'indépendance de la Tunisie, y compris vis-à-vis de la France. Et je souhaite qu'elle ne soit dépendante ni du Qatar ni de l'Arabie Saoudite non plus. Et par la pensée fasciste, j'entends la parole de « oncle » Tahar qui insulte une partie de ses compatriotes et met en doute leur appartenance nationale, leur tunisianité et détermine ce que nous lisons et ce que nous disons si on veut vivre en Tunisie sinon l'exclusion nous attend. Si nous étions vraiment dans une République de justice et de loi, le Président Marzouki l'aurait viré de son poste de conseiller du Président s'il ne s'en excusait pas publiquement. Mais l'avenir est pire. Le fascisme se nourrit toujours des sentiments, des discours identitaires et de haine de l'autre dans le but de le salir et produire un contexte de dictature destiné à préserver une pureté prétendue. Ce que dit cet homme, l'ont dit Hitler et Khomeiny avant lui et nous en savons les conséquences : le demi-million de Franco-Tunisiens vont devenir deux ou trois millions de migrants tunisiens fuyant l'enfer de la dictature religieuse, linguistique et culturelle. Pis, ils vont fuir la dictature de tous ceux qui ont rejoint les *khwânjiya*<sup>6</sup>. Chaque inculte s'est mis du coup à ordonner et interdire par procuration et révélation de son Dieu.

La violence de la déclaration du député de l'ANC et surtout les réactions qu'elle a suscitées montrent que les rapports entre langue et identité en Tunisie restent très problématiques et largement investis idéologiquement.

6. Le verbe *tkhawnaj* signifie devenu *khwânji*, c'est-à-dire membre des *khwânjiya* : une appellation péjorative qui, au départ, désignait la confrérie des Frères musulmans qu'ils soient en Égypte ou Tunisie. Et plus, tard la même appellation a été utilisée pour désigner les partisans du parti Ennahdha.

## 5. Quelle langue pour exprimer quelle identité ?

La première question qui me semble pertinente concerne l'utilisation formelle des langues : quelle langue pour dire quoi et pour exprimer quelle identité ? Précisons que la déclaration du député a été faite en arabe standard. Quant aux internautes qui ont réagi aux propos du député, ils se sont exprimés respectivement en arabe standard, en tunisien, en français ou dans une forme d'alternance tunisien-français. Dans la mesure où le député défend une conception de l'identité conservatrice et de repli, on pouvait s'attendre à une convergence linguistique au sens de Giles et Smith (1979), autrement dit à ce que ceux qui partagent son avis s'expriment comme lui en arabe standard alors que ceux qui condamnent ses propos s'expriment en français, voire en tunisien. Mais, il n'en est rien. Ses détracteurs (Ex-cpriste et lmed) ont recours à la même langue, l'arabe standard, pour manifester leur désaccord avec lui. Quant aux autres (Jalel, Elchinois, Pfff et Mohamed Naceur), ils condamnent de façon virulente les propos du député en utilisant le français.

Quant à ceux qui approuvent les propos du député, ils ne s'expriment pas forcément en arabe standard. Slouma et Oussema l'ont fait en français et 3roubi a eu recours à l'alternance arabe standard/tunisien. Cela montre que l'équation « une langue = une identité » ne fonctionne pas. On peut utiliser l'arabe standard pour défendre les francophones comme on peut utiliser le français pour les condamner. Cela prouve aussi que la langue n'appartient à personne et n'est la propriété d'aucun groupe social ; elle appartient à ceux qui la parlent. Ce n'est pas parce que des Tunisiens s'expriment en français ou en tunisien qu'ils sont moins tunisiens que ceux qui s'expriment en arabe standard, et inversement.

## 6. Une conception monolithique et idéologique de l'identité

L'analyse des réactions aux propos tenus par le député de l'ANC sur les francophones tunisiens montre que l'identité tunisienne ne s'exprime pas, comme le prétendent certains, dans et par une langue unique, mais bien dans la diversité linguistique, puisqu'ils ont recours à des idiomes différents pour contester les propos du député.

Ce constat étant fait, voyons, maintenant, comment ce député conçoit l'identité et quels sont les contre-arguments que ses détracteurs lui opposent.

Rappelons tout de même qu'il ne s'agisse pas de n'importe quel homme politique, mais d'un député chargé de rédiger la nouvelle constitution tunisienne et d'un conseiller du Président de la République tunisienne, lui-même francophone qui a vécu en France pendant plusieurs années.

Ce député qui, comme le dit l'un de ses détracteurs, « mange à tous les râteliers », qualifie les francophones tunisiens de « racaille ». Pour lui, « les idées, esprits et culture » des francophones sont « pollués par la pensée matérialiste francophone », abstraction faite de l'utilisation de termes inadéquats

comme l'adjectif « pollué » qui révèle implicitement une conception monolithique, monoculturelle et fermée de l'identité. Pour lui, c'est la racaille francophone qui est à l'origine des difficultés du pays parce qu'elle s'est « couchée devant l'Occident » et a répondu favorablement à toutes ses exigences. Sa conception est, du reste, classique, puisqu'elle condamne l'aliénation linguistique et culturelle, symbolisée par la présence du français en Tunisie. Pire, il ose même dire qu'il ne faut pas croire à la fable de l'indépendance, puisque la Tunisie continue toujours à recevoir les ordres de la France. Quoi qu'il en soit, le député ressasse une idéologie aussi vieille que la présence coloniale en Tunisie.

Il prétend respecter « tous ceux qui se revendiquent de la culture française fondée sur les préceptes et idées de la Révolution française et sur la pensée de Victor Hugo, Voltaire, Montesquieu et tous les gens honnêtes. » Autrement dit, il ne respecte pas les autres, ceux qui ne pensent pas comme lui, ceux-là, il les considère comme des gens dont la culture est « polluée ». Notre député, qui malheureusement n'est pas une exception dans une Tunisie post-révolution, ignore la culture de la tolérance, de la différence et de la diversité. Il revendique une conception de l'identité tautologique, monolithique et rétrograde. Bourguiba, que des députés du parti politique de M. Tahar Hmila considèrent comme un vendu à la France et comme un despote francophone, lorsqu'il était dans les geôles de la France coloniale, défendait rigoureusement l'idée selon laquelle il ne fallait pas confondre la culture et la civilisation françaises, véhiculées par le français avec l'oppression coloniale. Bourguiba se battait contre le colonialisme, et non contre la culture française. Pour lui, l'ignorance, l'obscurantisme et la pauvreté étaient pires que le colonialisme. Si la bataille contre celui-ci a été remportée, celle contre le sous-développement et l'obscurantisme est loin d'être gagnée.

Pour ne considérer que les réactions hostiles aux propos du député, abstraction faite des insultes : « couillon », atteint d'« Alzheimer » (Elchinois), « imbécile », « inculte », « la honte de la Tunisie » (Jalel), « guignol » (Zineddine), « populiste », « vieux con » (Pfff) qui sont tout aussi condamnables que les propos du député, deux conceptions de l'identité, voire deux conceptions de la Tunisie, s'affrontent ici.

Une conception, véhiculée par le courant idéologique que représente Hmila. Ce courant conservateur qui se dit arabonationaliste confond délibérément francophonie et colonialisme. À ses yeux, les francophones tunisiens sont les alliés de la France et, à ce titre, ils sont aliénés culturellement et linguistiquement. Pour les représentants de ce courant, la Tunisie est un pays de culture arabe et de religion musulmane. Son appartenance doit forcément être le monde arabo-musulman, et tout Tunisien qui dit le contraire est un « traître » à la nation, un « vendu » à l'Occident et fait partie de la « racaille » francophone.

Les détracteurs du député condamnent fermement sa conception conservatrice et sa pensée totalitaire et intolérante. Ils lui opposent une Tunisie francophone, moderne, ouverte sur le monde, tolérante, qui s'appuie sur une élite éduquée, instruite et compétente, qui a bâti une nation moderne, libéré la femme du joug de l'ignorance et du sous-développement et qui a beaucoup investi dans l'enseignement. Grâce à l'enseignement moderne qu'ils avaient reçu dans les écoles publiques

mises en place par Bourguiba, les Tunisiens ont appris à combattre les thèses wahabites et salafistes, introduites par des gens de la mouvance politique de ce député.

Pour Pfff, le député confond « colonialisme » et « francophonie ». Il l'interpelle en lui rappelant que l'apport de la culture francophone à l'humanité est « considérable », et qu'on peut être « nationaliste tunisien » et « se référer à ce qu'il y a de noble et sage dans la culture française ». Quant à l'Ex-cpriste<sup>7</sup>, réagissant dans un arabe standard soutenu, il dit respecter toutes les nationalités et les religions sans distinction, mais lorsqu'il est taxé de faire partie de la « racaille francophone », parce qu'il est « bourguibiste » ou parce que sa femme porte un « bikini », il n'hésite pas à rejoindre le camp de la racaille.

## **7. « Hier, l'idéologie des colons, aujourd'hui, l'idéologie des couillons. »**

Dans une longue réponse faite dans un arabe standard soutenu, Imed se présente comme un binational ayant la double nationalité française et tunisienne. Il se définit comme un francophone revendiquant un biculturalisme arabe/français et condamnant la conception dogmatique de l'identité proposée par Hmila.

Pour Imed, il y a à peu près un demi-million de Tunisiens qui ont opté pour la double nationalité franco-tunisienne. Il se dit fier de ses deux appartenances comme il est fier de l'indépendance de la Tunisie non seulement vis-à-vis de la France, mais aussi vis-à-vis du Qatar et de l'Arabie Saoudite. L'évocation du Qatar n'est pas fortuite, on sait que les partis politiques Ennahdha et le CPR sont les alliés des Qataris, le premier étant même financé par eux.

Imed qualifie la déclaration du député de l'ANC de « fasciste ». Selon lui, le député humilie ses compatriotes et met en doute leur patriotisme et leur appartenance à la nation juste parce qu'ils sont binationaux. Comment ce député peut-il décider quelle langue doivent parler ses compatriotes ? Comment doivent-ils s'habiller et à quelle identité doivent-ils se référer ? Il condamne la conception dogmatique et religieuse de l'identité par le député. Pour lui, ce dernier ne fait que propager un discours de haine et de xénophobie qui risque de transformer le demi-million de Franco-Tunisiens en plusieurs millions de migrants fuyant l'enfer de la dictature religieuse, linguistique et culturelle.

« Hier, l'idéologie des colons, aujourd'hui, l'idéologie des couillons. » Avec un tel énoncé, Elchinois désigne le député comme un « couillon » qu'il compare à un colon de jadis. Cet énoncé a retenu tout particulièrement mon attention parce que j'ai le sentiment que ce Tunisien s'exprimant sous le pseudonyme Elchinois voulait dire au député ceci : tu es loin d'être à la hauteur de Bourguiba qui

---

7. Cet internaute, qui se présente avec le pseudonyme « ex-cpriste », nous informe qu'il était un ex-membre du parti CPR (Congrès Pour la République), le parti de l'ex-Président de la République, Moncef Marzouki et du député Tahar Hmila dont nous analysons les propos dans ce texte.



bien que croupissant dans les geôles du colonialisme, faisait la différence entre la culture française véhiculée par la langue française et la culture de l'injustice et de l'oppression véhiculée par l'autorité coloniale, toi, tu confonds colonialisme et francophonie. Et l'histoire nous a toujours enseigné qu'il est plus difficile de lutter contre l'obscurantisme que contre le colonialisme.

Taxant le député « d'ignorant », Pfff lui rappelle que la francophonie signifie « les lumières », « les droits de l'homme », « la liberté de l'esprit ». Il lui conseille de ne pas confondre « colonialisme et francophonie », voire « colonialisme et francophobie » :

L'apport français à l'humanité est considérable, et rien n'empêche d'être nationaliste tunisien et de se référer à ce qu'il y a de noble et de sage dans la culture française !!! Mais bon c'est dans l'air du temps de s'attaquer à l'Occident et de s'auto-enfermer dans un discours religieux et populiste.

L'extrait de l'intervention de Pfff résume pertinemment le discours identitaire en Tunisie post-révolution, un discours largement investi idéologiquement, démagogique et populiste. Pire, lorsqu'identité, dogmatisme et populisme s'enchevêtrent, les choses se compliquent davantage. Imed montre qu'une langue peut exprimer plusieurs cultures, et qu'une culture peut être exprimée dans plusieurs langues. La culture islamique s'exprime en arabe, en berbère, en kurde, en persan, en wolof et aussi en français. Celui-ci exprime à tour de rôle la culture française, wallonne, helvétique, québécoise, africaine, tunisienne... Le député de l'ANC ignore que chacun revendique, en Tunisie, un ensemble de traits culturels, linguistiques, religieux susceptibles de lui donner le sentiment d'appartenir à des entités non exclusivement identiques, mais différentes.

Au-delà du choix des mots insultants à l'instar de « racaille », le but du député est de classer, déclasser, voire dénigrer les francophones pour s'en démarquer. Son discours identitaire s'inscrit dans un processus de relation et de démarcation *hic et nunc*. Le fait qu'il s'identifie à un groupe ou qu'il s'en démarque à un à sens. Cela montre que les processus identitaires demeurent au cœur des débats publics et alimentent les discours politiques en Tunisie, surtout depuis 2011. Ils notifient une inscription, une appartenance et, par conséquent, une place au sein des réseaux complexes de la vie sociale. Les formulations auxquelles a recours le député pour qualifier les francophones tunisiens de « racaille » sont langagières et, en tant que telles, elles occupent un rôle important dans le jeu des différenciations sociales au sein de la société tunisienne. Les propos du député montrent surtout que les identités sont pensées en Tunisie comme un patrimoine national fortement symbolique que chacun investit selon ses convictions et croyances de projections idéologiques, politiques, voire fantasmatiques.

## 8. La francophonie en Tunisie post-révolution

Si l'on conçoit donc l'identité tunisienne comme faite d'appartenances multiples, le français pourrait contribuer à sa définition. Cependant, avant de préciser quel rôle joue le français dans la définition de l'identité tunisienne, il faut savoir quel sens on donne aux termes « francophonie » ou « francophone ».

Pour que les choses soient claires, je n'ai pas pour objectif de répondre à la question que l'on pourrait formuler comme suit : les Tunisiens sont-ils francophones ? La réponse à une telle question dépend évidemment du sens que l'on accorde au terme « francophone » dont toute tentative de le circonscrire pose autant de problèmes qu'elle en résout. En revanche, il me semble plus pertinent de poser la question autrement : le français contribue-t-il à la définition de l'identité collective tunisienne ? Si oui, comment et sous quelles formes ? Sinon, pourquoi ? on le sait, les situations de francophonie où le français est langue première diffèrent nettement des situations où il n'est parlé que par une élite qui s'en sert comme une langue seconde ou étrangère ayant un statut privilégié. Or, le français en Tunisie aujourd'hui, surtout dans les deux dernières décennies, ne s'inscrit pas forcément dans ce schéma.

Je ne suis ni alarmiste ni adepte des discours catastrophistes, mais, s'il faut répondre à la question posée *supra* uniquement à travers le prisme de l'analyse des pratiques langagières des Tunisiens, le constat est malheureusement alarmant : le français recule en Tunisie avec une vitesse grand V. Il est en train de devenir la langue de l'élite. Pour illustrer mes propos, je n'en prends que deux exemples :

- 7000 copies ont eu zéro comme note à l'épreuve de français au bac de 2017, sans parler des notes très proches telles que 1, 1,5 ou 2.
- Dans une émission portant sur le français en Tunisie, la chaîne tunisienne privée, El Hiwar Ettounsi, avait organisé un micro-trottoir dans l'avenue Bourguiba : le journaliste demandait aux passants (des jeunes), en arabe, comment on dit « une pomme », « une orange », « un abricot », « une poire », etc. La seconde série de questions était similaire, mais portant sur les noms des couleurs : le journaliste nomme la couleur en arabe et demande à ses interlocuteurs de lui donner l'équivalent en français. Dans les deux cas, le constat était affligeant : la plupart des passants ne savaient pas répondre aux questions.

Lorsqu'un élève de collège ou de lycée ne sait pas dire « pomme », « abricot », « poire » ou « rouge », « bleu » ou « vert » en français, on est en droit de dire ceci : pourquoi, au pays de Bourguiba, le français est-il en train de reculer de la sorte ? Qui sont les responsables ? Et à qui profitera la disparition de cette langue en Tunisie ?

À l'heure où, en Europe, les écoliers s'efforcent d'apprendre, outre leur langue première, une ou deux langues étrangères, les jeunes Tunisiens possèdent par voie d'héritage, fût-il colonial, un instrument qui constitue une richesse, le français. Cependant, pour des raisons qui tiennent plus de l'idéologie et de la démagogie que du réalisme, des pressions s'exercent sur les pouvoirs pour limiter son usage.

Aussi paradoxal que cela paraisse, ce sont les islamistes qui faisant mine de brandir le drapeau de la modernité, proposent de remplacer le français par l'anglais.

Étrange modernité qui consisterait à détruire un instrument que l'on possède et qui peut aider à la maîtrise progressive d'autres (sic) pour lui substituer un outil sur lequel on n'a dans l'immédiat aucune prise, qui risque de surcroît de rompre un vivant réseau de coopération francophone, non exclusif de l'arabophone, pour installer, à terme, une dépendance plus uniformisatrice et plus menaçante pour la langue arabe elle-même. (Balta, 1990 : 278)

Les islamistes ne cherchent pas, comme ils le prétendent, à favoriser le contact avec la communauté internationale par le biais de l'anglais, mais « à distendre les liens avec le proche voisin européen, régulièrement dénoncé, et à couper la population maghrébine de la communauté émigrée dont ils redoutent l'évolution et l'influence. » (Balta, 1990 : 279).

### ***8.1 La modernité passe nécessairement par l'arabe tunisien***

Dans les discours des détracteurs du député, la question de la modernité revient sans cesse.

À une conception rétrograde et salafiste de l'identité, ils lui opposent une conception moderne et ouverte sur l'autre. Cela montre qu'on ne peut penser les rapports entre langues et identités en Tunisie sans se poser la question de la modernité. Depuis que les islamistes et leurs alliés ont pris le pouvoir en 2011, la question de la modernité se pose plus que jamais avec gravité tant la menace qui pèse sur elle est devenue réelle. Il n'y a pas plus pervers que de vouloir désigner la modernité comme un danger pour l'authenticité, l'identité, la culture locale ou le patrimoine.

La principale question, me semble-t-il, consiste moins à savoir si nous avons affaire à un conflit entre conservatisme et modernisme que de comprendre pourquoi en Tunisie, la modernité, liée essentiellement au français, n'est pas perçue comme un progrès par des Tunisiens de la mouvance politique de M. Hmila.

Ces derniers savent pertinemment que c'est l'élite francophone, plus exactement bilingue arabe/français, qui a édifié la Tunisie moderne. On sait aussi que les rapports à l'histoire et aux mythes ne sont plus perçus et ne se gèrent plus de la même façon que dans les premières années de l'indépendance. La révolution de 2011 a conforté l'idée selon laquelle l'affirmation de la culture nationale par rapport aux cultures étrangères ne s'inscrit plus dans la seule dynamique de la décolonisation.

Si, au lendemain de l'indépendance du pays, les tenants du discours du tout arabe s'en prenaient directement à l'État-nation en tant que mauvais serviteur de la modernité, depuis la révolution, c'est la modernité, elle-même que les islamistes mettent en cause, pointant surtout son contenu francophone.

Si la modernité paraît aujourd'hui la cible des critiques, c'est son caractère francophone qui est mis en cause, avivant par-là les réponses « d'identité » et « d'authenticité » que certains lui opposent. De cette « dépression idéologique », profitent surtout « les cultures qui paraissent essentielles, c'est-à-dire qui offrent, en alternative au modernisme déficient, une cosmogonie simple et cohérente, puisée dans les apparentes certitudes du passé », écrivait déjà Henry (1986 : 6-7).

Tout le monde sait, y compris le député de l'ANC en question, que le français a été introduit en Tunisie par la colonisation. En revanche, cette langue fait partie du paysage linguistique du pays. Ainsi, les Tunisiens n'ont guère que deux choix possibles : soit ils se barricadent dans une position frileuse et refusent au nom de croyances pour le moins mythiques toute influence étrangère liée au français, soit ils se réapproprient cette langue et participent à sa recréation afin de jouer un rôle aussi important que d'autres dans sa transformation tout en demeurant eux-mêmes des Tunisiens.

La problématique de la modernité a été souvent pensée au Maghreb par rapport aux langues occidentales, y compris en Tunisie. Or, depuis les années 1990, on a assisté à une nouvelle approche qui, sans nier le rôle joué par le français en tant que véhicule de la modernité, met l'accent sur les langues premières (variétés arabes et amazighes). On peut sans être exhaustif citer les travaux de Benrabah (1993), Grandguillaume (1990, 1991, 1997), Morsly (1997), pour l'Algérie, ceux de Boukous (1995) et Caubet (1996), pour le Maroc, Balegh (1998), Ben Achour (1995), Laroussi (1993, 1996, 1997, 1998, 1999), pour la Tunisie. Chacun, selon ses propres préoccupations, insiste sur tel ou tel aspect de la modernité véhiculée par les langues premières.

Ceux qui sont de l'avis du député rejettent le français au nom de l'authenticité. Or, comment peut-on expliquer aussi leur rejet du tunisien, considéré comme un dialecte, au sens propre du terme ? Les langues premières sont ancrées au Maghreb depuis des millénaires. Grandguillaume les désigne comme « la source de la créativité authentique » permettant au locuteur maghrébin « de vivre à un niveau collectif les sentiments et les passions que l'art officiel néglige et réprime. » (Grandguillaume, 1991 : 54)

Le rejet du français par les tenants du tout arabe n'est, me semble-t-il, qu'un prétexte idéologique pour rejeter toute forme de modernité ayant un caractère étranger. Or, aussi paradoxal que cela puisse être, l'exclusion du français s'explique, à mon sens, non pas du fait de son éloignement, mais de sa trop forte présence, de son inévitable proximité. Le tunisien exprime la vitalité, la modernité et la liberté parce qu'il échappe à la pression des institutions normatives. C'est la langue de l'inventivité, de la création et du génie discursif et communicationnel.

En tant que langue première, il dispose de la souplesse suffisante pour intégrer la modernité et demeurer dans le dynamisme de la vie. Contrairement aux défenseurs du seul arabe littéraire, pour qui l'oralité constitue une tare pour le tunisien, elle signifie aux yeux des modernistes évolution, progrès et transformation sous le contrôle des usagers qui le parlent et exclut tout contrôle externe qui soit l'apanage d'une quelconque instance normative qui prétendrait légiférer au nom du bien dire.

## 9. Conclusion

Déconstruire les idéologies linguistiques relatives aux rapports entre discours politique, langue et identité en Tunisie, c'est montrer avec analyse du corpus à l'appui que depuis la révolution de 2011, au moins, des questions que l'on pensait réglées depuis longtemps reviennent sur la scène nationale avec une brutalité inouïe. Déconstruire les idéologies linguistiques relatives à la présence du français en Tunisie, c'est mettre à plat leur fondement qui ne repose pas sur des données tangibles, mais sur une pensée tautologique, conservatrice, populiste qui définit à tort l'identité comme une entité figée et monolithique. La Tunisie a été depuis des millénaires une terre ouverte aux influences étrangères ; elle détient sa richesse de sa diversité et de son ouverture sur le monde extérieur, le nier, c'est méconnaître incontestablement son histoire ancienne et récente.

## Bibliographie

- Balegh, Hédi (1998), *Proverbes tunisiens*, tome 3, Tunis, Éditions La presse.
- Balta, Paul (1990), *Le grand Maghreb*, Paris, La Découverte.
- Ben Achour, Yadh (1995), « Les implications politiques du problème linguistique au Maghreb », *La Pensée*, n° 303, Paris, IRM, p. 93-102.
- Benrabah, Mohamed (1993), « L'arabe algérien véhicule de la modernité », *Cahiers de Linguistique sociale*, n° 22, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen, p. 33-43.
- Boukous, Ahmed (1995), *Société, langues et cultures au Maroc*, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Mohamed V.
- Caubet, Dominique (1996), « Entretien avec Mohamed Fellag. Créer dans l'urgence pour devancer la morale », Laroussi Foued (dir.), *Linguistique et anthropologie*, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen, p. 31-46.
- Gabel, Joseph [s.d.], « Idéologie », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], page consultée le 16 janvier 2022 : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/ideologie/>.
- Giles, Howard et Smith, Philip (1979), « *Accommodation theory: Optimal levels of convergence* », Giles, Howard et St Clair, Ralf (dir.), *Language and social psychology*, Oxford, Blackwell, p. 45-65.
- Grandguillaume, Gilbert (1990), « *Language and legitimacy in the Maghreb* », Weinstein, Brian (dir.), *Language Policy and Political Development*, Norwood, New Jersey, Ablex, p. 150-166.
- Grandguillaume, Gilbert (1991), « Arabisation et langues maternelles dans le contexte national au Maghreb », *International journal of the Sociology of Language*, Berlin, New York, Mouton, LXXXVII, p. 45-54.
- Grandguillaume, Gilbert (1997), « Le multilinguisme dans le cadre national au Maghreb », Laroussi Foued (dir.), *Plurilinguisme et identités au Maghreb*, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen, p. 13-19.
- Henry, Jean-Robert (1986), « Introduction générale », *Nouveaux enjeux culturels au Maghreb*, Paris, Éditions du CNRS, p. 5-27.
- Henry, Jean-Robert (1986) (dir.), *Nouveaux enjeux culturels au Maghreb*, Paris, Éditions du CNRS.
- Laroussi, Foued et Liénard, Fabien (dir.) (2011), *Plurilinguisme, politique linguistique et éducation. Quels éclairages pour Mayotte ?* France, Publications des Universités de Rouen et Havre (PURH).
- Laroussi, Foued (dir.) (1993), *Minoration linguistique au Maghreb*, Cahiers de Linguistique sociale, 22, Mont Saint-Aignan, Université de Rouen.

- Laroussi, Foued (1996), « Frontières linguistiques et pratiques langagières : le cas tunisien », Le Dù, Jean et Le Berre, Yves (dir.), *Badume, Norme, Standard*, La Bretagne linguistique, 10, Actes du Colloque de Brest, Brest, Université de Bretagne occidentale, p. 133-141.
- Laroussi, Foued (dir.) (1996), *Linguistique et Anthropologie. Rouen-Tizi-Ouzou*, Collection Bilan et Perspectives, Cahiers de Linguistique sociale, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen.
- Laroussi, Foued (dir.) (1997), *Langue et stigmatisation sociale au Maghreb*, Peuples Méditerranéens, 79, Toulouse.
- Laroussi, Foued (dir.) (1997), *Plurilinguisme et identités au Maghreb*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen.
- Laroussi, Foued (1999), « Un nouveau regard sur la situation linguistique tunisienne ». *Cahiers de sociolinguistique*, 4, Presses universitaires de Rennes, p. 155-168.
- Marcellesi, Jean-Baptiste (1993), « Postface », Laroussi, Foued (dir.), *Minoration linguistique au Maghreb*, Cahiers de linguistique sociale, n° 22, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen, 1993.
- Morsly, Dalila (1997), « Stigmatisation linguistique de l'arabe algérien. Le marqueur sexuel », *Peuples Méditerranéens* n° 79, p. 15-24.
- Weber, Max (1965) [1922], *Essais sur la théorie de la science*, trad., Paris, Plon.